

## Rapport 2015 sur la Traite des Personnes

### **BURUNDI : Catégorie 3**

---

Le Burundi est un pays d'origine pour les mineurs et peut-être aussi les femmes qui sont soumis au travail forcé et à la traite à des fins sexuelles. Des mineurs et de jeunes adultes sont contraints au travail forcé dans des plantations ou de petites exploitations agricoles dans tout le pays, dans les mines d'or de Cibitoke, pour travailler dans le commerce informel dans les rues des grandes villes, pour le ramassage de galets dans les cours d'eau pour la construction de bâtiments à Bujumbura ou pour travailler dans l'industrie de la pêche. Au nombre des trafiquants figurent des membres de la famille, des voisins ou des amis des victimes qui les recrutent sous des prétextes fallacieux pour les livrer ultérieurement au travail forcé et à l'exploitation à des fins sexuelles. Certaines familles se rendent complices de l'exploitation de mineurs et d'adultes handicapés, en acceptant de l'argent de trafiquants qui dirigent des réseaux de mendicité forcée dans les rues. Des mineurs sont réduits à la servitude domestique chez des particuliers, où ils sont exposés au non-paiement de leur salaire et à des sévices physiques et psychologiques. Les mineurs en situation de servitude domestique ou travaillant dans les pensions et les établissements de divertissement peuvent également être livrés à la prostitution. Les mineurs sont parfois recrutés frauduleusement en milieu rural à des fins de travail domestiques, puis soumis à l'exploitation sexuelle dans la prostitution, notamment dans des maisons en location à Bujumbura. Des jeunes femmes offrent le gîte et le couvert à des mineures vulnérables, pour en pousser ensuite certaines à se prostituer pour payer leurs frais de subsistance. Ces maisons de passe sont situées dans les quartiers pauvres de Bujumbura, en bordure du lac ou sur les itinéraires empruntés par les routiers, ainsi que dans d'autres centres urbains tels que Ngozi, Gitega et Rumonge. Certaines orphelines sont exploitées par la prostitution, des garçons faisant office de proxénètes, pour payer leurs frais de scolarité, de logement et de nourriture. Des femmes incarcérées facilitent les relations sexuelles commerciales dans le système carcéral burundais entre des détenus adultes de sexe masculin et des détenu(e)s mineur(e)s. Des touristes de sexe masculin venus de l'Afrique de

l'Est et du Moyen-Orient, comprenant des enseignants, des policiers, des gendarmes, des membres des forces armées et du personnel carcéral, sont au nombre des clients des mineures burundaises prostituées. Des hommes d'affaires recrutent ces mineures à Bujumbura ainsi qu'au Rwanda, au Kenya, en Ouganda et au Moyen-Orient. Ils recrutent également des mineurs des deux sexes pour les livrer à divers types de travail forcé dans le sud du Burundi et en Tanzanie. En décembre 2014, un groupe armé constitué principalement de rebelles burundais, dont le nombre a été estimé à 150, a envahi la province de Cibitoke située dans le nord-ouest du pays. Selon des rapports, il se serait trouvé dans ce groupe des enfants soldats dont certains n'auraient été âgés que de 15 ans.

Le gouvernement burundais ne se conforme pas intégralement aux normes minimales pour l'élimination de la traite des personnes et n'entreprend pas d'effort significatif à cet effet. Ses efforts de lutte contre la traite des personnes ont continué d'être freinés par une corruption généralisée et par une volonté politique anémique, ainsi que par l'allocation de ressources limitées à cette lutte. Bien qu'il ait promulgué une loi réprimant la traite des personnes et validé son plan d'action national contre la traite des personnes en 2014, le gouvernement n'a pas informé les membres du pouvoir judiciaire et des forces de l'ordre de la promulgation de la loi ni des modalités de sa mise en application. Le gouvernement n'a toujours pas pris d'initiatives pour identifier les victimes de la traite et pour offrir des services de protection appropriés les ciblant spécifiquement. Il a entamé des poursuites judiciaires contre certains trafiquants présumés et en a condamné un en 2014 ; toutefois, il a continué de se concentrer sur les crimes de la traite transnationale et a essentiellement ignoré le problème systémique interne de la traite des mineurs dans le pays. Certains fonctionnaires gouvernementaux, notamment ceux qui étaient affectés à des missions à l'étranger, ont commis des actes criminels de traite des personnes.

#### RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DU BURUNDI :

Appliquer la loi de 2014 réprimant la traite des personnes et accroître notablement le nombre d'enquêtes, de poursuites et de condamnations des trafiquants, y inclus des fonctionnaires complices ; institutionnaliser la formation à la lutte contre la traite des personnes et y inclure l'application de la loi de 2014 visant cette lutte

pour toutes les forces de police, les procureurs de la République, les juges et les garde-frontières ; établir des procédures standardisées à l'intention des fonctionnaires gouvernementaux pour identifier activement les victimes de la traite, y inclus des mineurs et des adultes, et les orienter vers des services de soins appropriés ; accroître la fourniture de services de protection aux victimes, peut-être par le biais de partenariats avec des ONG ou des organisations internationales ; et établir un système harmonisé de recueil des données sur les affaires de traite des personnes, distinct de celui par lequel on recueille des données sur les autres crimes, qui pourra être utilisé par toutes les parties prenantes.

### POURSUITES PÉNALES

Le gouvernement a déployé des efforts limités d'application des lois en vigueur et n'a pas entamé de poursuites à l'encontre des fonctionnaires gouvernementaux sous le coup d'allégations de complicité dans la traite des personnes. Le gouvernement a promulgué une loi réprimant la traite des personnes en octobre 2014. Toutefois, à la fin de la période visée par le présent rapport, le ministère de la Justice n'avait pas pris de mesures pour informer le personnel judiciaire du pays de cette loi et de ses modalités d'application. La loi réprimant la traite des personnes interdit la traite des adultes et des mineurs aux fins de travail forcé ou de services forcés et d'exploitation sexuelle. Toutefois, la définition du « travail forcé » ou des « services forcés » énoncée dans la loi ne tient pas compte des situations où une personne peut avoir consenti initialement à fournir un travail mais où elle est ensuite forcée de fournir un tel travail, par la fraude ou la coercition. Les peines prévues par la loi, qui vont de cinq à 10 ans de prison, sont suffisamment sévères et à la mesure des sanctions imposées pour d'autres infractions graves telles que le viol.

Le manque de compétences et de ressources, notamment de fonds pour le transport des personnes, a continué d'entraver les efforts d'application des lois. En outre, la corruption généralisée de même que le manque de connaissances des responsables en matière d'investigation et leur manque de compréhension élémentaire des infractions liées à la traite des personnes ont continué de faire obstacle aux enquêtes et aux poursuites judiciaires. Par ailleurs, le gouvernement n'a pas dispensé à ses fonctionnaires de formation sur la lutte contre la traite des personnes

en 2014, contrairement à l'année 2013 où il avait formé plus de 1 000 nouvelles recrues de la police. La Brigade des mineurs et des mœurs, sous la direction de la Police nationale du Burundi, qui est chargée de mener les efforts de répression de la traite, n'avait toujours pas suffisamment de ressources pour s'acquitter efficacement de sa mission. Le gouvernement a continué de concentrer ses efforts sur les affaires de traite des mineurs comportant une composante transnationale et n'a accordé qu'une attention limitée aux affaires concernant les victimes adultes ou les victimes burundaises de la traite exploitées à l'intérieur du pays. En 2014, le gouvernement aurait enquêté sur 60 affaires de traite des personnes ou d'enlèvement, alors que le ministère de la Justice aurait entamé des poursuites dans 25 affaires de traite ou d'enlèvement. En l'absence de détails sur ces affaires, il n'est pas possible de déterminer exactement de quelles infractions il s'agissait. Les services du procureur de la République ont signalé que le gouvernement avait obtenu la condamnation à trois ans de prison d'un trafiquant en vertu des dispositions du Code pénal de 2009 sur la traite des personnes ; le gouvernement n'a pas communiqué d'autres détails sur cette affaire. Par comparaison, en 2013, le gouvernement avait engagé deux procédures à l'encontre de suspects de traite des personnes et en avait condamné un.

Le gouvernement du Burundi n'a pas engagé de poursuites ni obtenu de condamnations à l'encontre de membres de la fonction publique soupçonnés de complicité dans des affaires de traite des personnes, en dépit de multiples allégations à l'encontre d'enseignants, d'agents de police, de militaires, de gendarmes et de membres du personnel carcéral, ainsi que de personnels déployés à l'étranger. Au cours de la période visée par le présent rapport, une ONG internationale a signalé que des personnels burundais affectés à la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) auraient participé à des abus sexuels, et dans certains cas à des affaires de traite à des fins d'exploitation sexuelle, à l'encontre de femmes et de mineures somaliennes à Mogadishu. Bien que le gouvernement ait institué une commission officielle chargée d'enquêter sur ces allégations, il a disculpé les soldats burundais accusés de complicité dans ces faits et n'a ni poursuivi aucun des contrevenants suspects ni recommandé l'application de sanctions à l'encontre d'aucun des membres de la Force de défense nationale du Burundi. Une enquête menée par l'Union africaine a cependant conclu qu'il

existait des éléments de preuve d'actes d'exploitation et d'abus commis par les personnels de l'AMISOM. En outre, des responsables des services de sécurité de haut niveau ont fait l'objet d'allégations de complicité dans des réseaux de prostitution, peut-être de mineurs, dans le pays, mais le gouvernement s'est abstenu d'enquêter sur ces allégations. À plusieurs reprises, la police a appréhendé des individus soupçonnés d'être impliqués dans l'exploitation sexuelle tarifée d'enfants mais les a relâchés peu après sans engager de poursuites, parfois en raison de la corruption au sein de la police et de l'appareil judiciaire. En janvier 2015, toutefois, les autorités ont arrêté un agent de police pour avoir enlevé deux mineures et les avoir amenées dans une maison louée utilisée à des fins de prostitution. Le contrevenant présumé, inculpé de viol, était en attente de procès à la fin de la période visée par le présent rapport.

## PROTECTION

Le gouvernement a déployé des efforts insuffisants pour identifier et protéger les victimes de la traite. Il aurait identifié sept mineurs victimes de la traite en 2014. Il n'a toutefois pas été possible de déterminer s'il avait ou non fourni des services à ces victimes ou s'il les avait orientées vers des organisations qui l'avaient fait. Dans l'ensemble, le gouvernement n'a pas fourni de services de protection suffisants aux victimes ni apporté d'appuis adéquats aux ONG, aux organisations religieuses ou aux organisations de femmes et d'enfants qui fournissaient de tels services. Par ailleurs, les responsables officiels ne disposaient toujours pas de procédures formelles pour identifier les victimes de la traite et pour les orienter vers ces organisations pour qu'elles y trouvent de l'aide. Le gouvernement n'a consenti que des efforts limités d'aide aux victimes, la police offrant des services limités d'hébergement et d'alimentation aux victimes de la traite dont elle avait temporairement la garde et les Centres de développement familial offrant une aide aux victimes de la violence. Il n'est pas clair que des victimes de la traite aient reçu ces services au cours de l'année. Un centre médical administré par l'État situé à Gitega et destiné aux victimes de la violence sexospécifique aurait fourni des services à trois victimes de la traite en 2014. En l'absence de procédures d'identification standardisées, les victimes de la traite sont vraisemblablement restées non identifiées dans l'appareil d'application de la loi et exposées à des sanctions en raison d'actes illégaux commis du fait même qu'elles étaient victimes

de la traite. C'est ainsi, par exemple, que la Brigade des mineurs et des mœurs n'a pas essayé d'identifier des victimes de la traite parmi les prostituées qui ont été arrêtées et condamnées à des peines de prison ou à des amendes. Le gouvernement ne disposait pas de programme de protection des témoins ni d'autres mesures pour encourager les victimes à participer aux poursuites visant leurs trafiquants. La législation burundaise n'offre pas aux victimes étrangères de la traite d'autre possibilité légale que leur expulsion vers un pays où elles sont susceptibles d'être exposées à des conditions difficiles ou à des représailles.

## PRÉVENTION

Le gouvernement a réduit ses efforts de prévention de la traite. Il a validé le plan national de lutte contre la traite des personnes en mars 2014, mais n'a pas alloué de financements pour sa mise en œuvre. La Commission interministérielle de lutte contre la traite des personnes ne s'est pas réunie régulièrement en 2014. La coordination interministérielle des efforts de lutte contre la traite des personnes est restée toutefois médiocre et les organismes compétents n'ont pour l'essentiel pas pris conscience de la législation de répression de la traite des personnes ni de l'ampleur du problème, ce qui a sérieusement entravé les progrès. Grâce à un financement fourni par des bailleurs de fonds, un groupe de travail mixte sur la traite des personnes, placé sous la direction d'une ONG et composé de représentants de la Police nationale et des ministères de la Justice et de la Solidarité nationale, s'est réuni au début 2014 pour partager des informations. Le gouvernement n'a toutefois pas joué un rôle actif ni fourni de soutien matériel aux efforts du groupe et, à la fin de la période visée par le présent rapport, l'ONG avait suspendu ses activités de lutte contre la traite des personnes au Burundi. Au début 2014, la Brigade des mineurs et des mœurs a poursuivi sa campagne nationale de sensibilisation dans l'ensemble du pays, pour informer les responsables et les populations locales des dangers de la traite des personnes et pour encourager le public à signaler les cas de traite aux autorités locales. Elle n'a toutefois pas accordé la priorité aux formations durant la majeure partie du reste de l'année. Le gouvernement n'a pas fait état d'efforts visant à surveiller les pratiques frauduleuses de recrutement de main-d'œuvre et à enquêter sur ces pratiques. Le gouvernement n'a pas dispensé de formations en matière de lutte contre la traite des personnes à son personnel diplomatique. Le gouvernement a essayé de

prévenir la prostitution infantine dans le système carcéral en séparant les mineurs et les adultes la nuit, ces deux groupes étant cependant autorisés à être en contact durant la journée. Le gouvernement n'a pas non plus déployé d'efforts pour réduire la demande d'actes sexuels tarifés ni le pédotourisme sexuel ou le travail forcé ciblant les enfants en 2014. Avant leur déploiement à l'étranger dans le cadre de missions internationales de maintien de la paix, les troupes burundaises ont reçu une formation à l'éthique financée par un bailleur de fonds étranger, portant sur la traite et l'exploitation sexuelle des personnes. Malgré cette formation, une organisation internationale a signalé en septembre 2014 que pas moins de 21 membres des effectifs burundais et ougandais affectés à l'AMISOM auraient commis des abus sexuels et, dans certains cas, pris part à des activités de traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle à l'encontre de femmes et de mineures somaliennes à Mogadishu.